

Pierre Péan et le Kosovo: un'enquête' bâclée pour un livre raté

08/07/2013 - Mediapart / France

La thèse du nouveau livre de Pierre Péan, consacré au Kosovo, est résumée par son titre : Une guerre « juste » pour un État mafieux. La guerre du Kosovo n'aurait eu lieu que dans le seul but de créer cette dangereuse entité, un « État mafieux ». L'histoire du Kosovo et celle de toute la région sont escamotées, l'ensemble des événements des vingt dernières années s'organisent et prennent sens en fonction de cette cause ultime...

Le livre n'apporte aucun fait nouveau, ne révèle pas le moindre document resté inconnu, ne démontre pas de nouvelles interactions entre les acteurs de la tragédie. En fait, d'enquête, il n'y en a guère, l'essentiel de l'ouvrage consistant en une simple paraphrase des rapports et des articles déjà écrits par d'autres sur le sujet. Étant l'auteur de plusieurs de ces articles – et Pierre Péan me faisant l'honneur de me citer très fréquemment, toujours en termes très élogieux –, je me sens tenu de réagir à certains glissements qu'induit la mise en perspective choisie par l'auteur.

Les sources principales de Pierre Péan sont bien connues. Il s'agit d'une part du chapitre consacrée au Kosovo dans ses mémoires par l'ancien procureur général du TPIY de La Haye, Carla del Ponte, d'autre part du rapport de Dick Marty, adopté par le Conseil de l'Europe en décembre 2010 (rapport disponible [ici](#)), et enfin d'un rapport adressé le 30 octobre 2003 par la MINUK à Patrick Lopez Terrez, chef des investigations du TPIY. Ce rapport est publié en annexe du livre de Pierre Péan, mais il ne s'agit en rien d'un scoop, puisqu'il avait été rendu public en février 2011 par France 24 (il est disponible [ici](#)).

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.]

À cela s'ajoutent quelques rapports de divers services de renseignements, notamment du BND allemand, tous tombés dans le domaine public. Pour le reste, Pierre Péan n'a guère rencontré que Bruno Vekarić, le porte-parole du procureur spécial pour les crimes de guerre de Serbie, un ancien membre de la délégation serbe aux négociations de Rambouillet, et Verica Tomanović, représentante du Comité serbe des personnes disparues.

Pierre Péan s'est rendu au Kosovo en mai 2012, mais semble s'être contenté de faire un petit tour dans les enclaves serbes... Ce n'est pourtant pas dans ces enclaves que l'on risque d'apprendre beaucoup de faits nouveaux sur les violences dont les Serbes du Kosovo ont été

victimes. C'est comme si un journaliste voulait expliquer le fonctionnement de la mafia en allant recueillir, des années après les faits, le témoignage des parents éplorés de la victime d'un crime mafieux. Ou si l'on voulait décrire les fronts mouvants d'une guerre en cours en se basant sur le seul témoignage de réfugiés, naturellement dépourvus de toute vision d'ensemble.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] Pierre Péan ne semble pas avoir rencontré le moindre acteur albanais impliqué dans la tragédie qu'il entend décrire. Le premier ministre Hashim Thaçi reçoit pourtant les journalistes. Le docteur Lutfi Dervishi, condamné depuis dans l'affaire du trafic d'organes de la clinique Medicus, recevait les journalistes, tout comme le docteur Shaip Muja, inculpé dans cette même affaire.

Tous les témoins que je cite, notamment dans la série d'articles publiés dans Mediapart en août 2012 (notre série est à retrouver ici), peuvent être rencontrés, plus ou moins facilement. Je suis loin d'être le seul journaliste à les avoir vus (retrouvez sous l'onglet "Prolonger" tout notre dossier).

Pierre Péan ne parle ni le serbe ni l'albanais, mais il ne semble pas avoir eu recours aux services d'un « fixeur » albanais : cela lui aurait pourtant été bien utile non seulement pour comprendre l'enchaînement des faits et l'identité des personnes, mais aussi pour éviter certaines erreurs « énervantes » : ainsi, pratiquement tous les noms propres albanais sont-ils écorchés, parfois orthographiés de deux manières différentes à quelques pages d'intervalle...

Sur le fond, de quoi parle-t-on et que sait-on ? Alors que le Kosovo était soumis à un régime de répression féroce par le régime serbe de Slobodan Milošević, un petit groupe de militants de la diaspora albanaise en Suisse a réussi à prendre la tête du mouvement de résistance, malgré sa faible implantation et sa faible légitimité politique.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] Ce groupe a réussi à faire passer au second plan le mouvement mené depuis le début des années 1990 par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova. Ce groupe – que Dick Marty désigne sous le nom de « clan de la Drenica », la plupart de ses membres étant originaires de cette petite région du centre du Kosovo – correspond en réalité à un petit parti politique clandestin d'inspiration marxiste-léniniste, le Mouvement populaire du Kosovo (LPK). Sa montée en puissance a été favorisée par le choix délibéré des services de renseignements occidentaux – américains, britanniques, allemands et français – de le soutenir.

Quelles furent les raisons de ce choix, objectivement très « surprenant » ? Quelle est la nature des liens, toujours existants, entre les principaux chefs de ce groupe et les services occidentaux ? Voici des questions essentielles auxquelles le livre ne répond pas. Pierre Péan consacre quelques pages assez confuses au personnage de Xhavit Haliti, mais il semble ignorer que l'homme est le parrain politique de Hashim Thaçi, qui n'a longtemps été qu'un simple porte-parole se contenant d'appliquer fidèlement la « ligne » édictée par Haliti et quelques autres.

Mini-archipel du goulag

À partir de mars 1998, une farouche lutte « fratricide » a opposé les hommes de l'UÇK fidèles au LPK aux combattants qui se revendiquaient beaucoup d'Ibrahim Rugova et des Forces armées de la République du Kosovo (FARK), la guérilla « légaliste » que l'UÇK a réussi à éliminer, avec le soutien actif des services occidentaux. Les épisodes les plus dramatiques se sont joués durant les bombardements de l'OTAN (mars-juin 1999) : le réseau de centres de détention mis en place en Albanie par l'UÇK a d'abord servi à « accueillir » les rivaux des FARK, torturés, humiliés et souvent exécutés.

Le fonctionnement de ce mini-archipel du goulag est aujourd'hui bien documenté, notamment par les enquêtes de journalistes publiées au printemps 2009 par Michael Montgomery sur le site de Balkan Insight (repris en français par Le Courrier des Balkans : « Albanie et Kosovo : les camps de la mort de l'UÇK »).

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.]

Ces centres de détention ont, ensuite, été réutilisés pour accueillir des prisonniers serbes kidnappés au Kosovo à l'été 1999. Certains de ces prisonniers auraient alimenté un trafic d'organes, qui est évoqué dans les mémoires de Carla del Ponte et décrit de manière assez précise dans le rapport de Dick Marty. Depuis la publication de celui-ci, les journalistes – tant serbes qu'albanais ou étrangers – ont poursuivi de nombreuses enquêtes. En France, c'est probablement le documentaire de Vanina Kanban[1] qui va le plus loin.

Pour résumer l'essentiel de ce qui semble aujourd'hui établi : oui, il y a bien eu un trafic d'organes sur des prisonniers serbes ; non, les exécutions n'avaient pas lieu dans la fameuse « maison jaune » de Burrel, mais dans une « clinique » improvisée à Fushë Kruja, non loin de l'aéroport de Tirana. La « maison jaune » servait de « centre de tri », d'étape « médicalisée » avant l'exécution des victimes.

Pierre Péan, qui n'a pas pris le temps d'enquêter sur les lieux, ignore donc des faits désormais acquis. Au contraire, il fait le choix « racoleur »

d'ouvrir son livre sur un témoignage extrêmement suspect, celui d'un supposé ancien membre de l'UÇK, qui aurait participé à l'ablation d'un cœur et serait aujourd'hui témoin protégé en Serbie. Ce « témoignage » extrêmement peu crédible a été produit en septembre 2012 par le Parquet serbe. Alors que l'identité réelle du témoin demeure toujours inconnue, Pierre Péan compte parmi les bien rares journalistes à lui prêter foi.

Par contre, de nombreuses questions restent, à ce jour, sans réponse :

– Combien de prisonniers ont-ils été réellement concernés par ce trafic ? Jusqu'à quand s'est-il poursuivi ?

– Comment les organes prélevés étaient-ils exportés et quels réseaux internationaux étaient-ils impliqués ? La mafia italienne ? La mafia russe ? Comment le fameux médecin turc Jusuf Sönmez est-il entré en contact avec les Kosovars ?

– Pour ce qui concerne la (non)-enquête du TPIY sur le sujet, comment se fait-il que des pièces à conviction essentielles aient été détruites ?

– Jusqu'à quel niveau la direction de l'UÇK était-elle informée de et/ou impliquée dans ce trafic ? Hashim Thaçi l'était-il ? Les services occidentaux étaient-ils au courant de ce trafic ? Ont-ils essayé de l'empêcher ? De le favoriser ? Certains de leurs agents en ont-ils tiré profit ?

– Et enfin, comment s'est effectuée la « transition » entre le trafic sur des prisonniers de guerre à celui de la clinique Medicus, qui rémunérait des donateurs « volontaires » ? Les mêmes acteurs sont cités, mais la chronologie demeure imprécise.

Le livre ne se limite pas à la période de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Pierre Péan interviewe d'anciens militaires qui ont servi au Kosovo après 1999 et qui ont déjà publié leurs mémoires, comme le colonel Méchain[2]. Ces témoignages confirment ce que l'on sait, que le chaos régnait au Kosovo administré par les Nations unies et le « gouverneur Kouchner », que l'on y tuait, volait et trafiquait sans vergogne.

Pierre Péan semble ne pas mieux comprendre que les anciens militaires qu'il interroge la véritable tragédie qui s'est jouée durant les terribles mois de l'après-guerre, « l'épuration » menée par les tueurs de l'UÇK, qui ont systématiquement éliminé leurs rivaux de la LDK au nom de la lutte contre les supposés « collaborateurs » du régime serbe[3]. Plusieurs centaines de militants albanais réputés et respectés ont été abattus dans les rues du Kosovo au cours du second semestre de l'année 1999, quand patrouillaient pourtant plus de 40 000 soldats de la Kfor.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] À l'époque, l'administration internationale n'a même pas pris la peine d'enquêter sur ces crimes, présentés comme des phénomènes de « vendetta » – cette explication passe-partout associant le piquant du folklorique au confort de l'inaction. La vendetta renvoie aux « mœurs archaïques » et encore très « sauvages » des Albanais, l'invoquer permet d'éluder tout le contexte politique des crimes...

Depuis, grâce notamment au témoignage d'un ancien tueur « repent », Nazim Bllaca, des procès se poursuivent, et la vérité peu à peu se fait jour. Plutôt que de faire avancer l'enquête sur le rôle réel du SHIK – le « service » très spécial de l'UÇK – et ses liens avec les services occidentaux, Pierre Péan se contente de citer quelques articles du Courrier des Balkans... C'est dommage qu'il n'ait pas tenté d'aller plus loin, par exemple en interrogeant des agents français.

La corruption des « experts » internationaux

On touche là en effet à l'autre question essentielle, pour qui veut analyser le Kosovo d'après-guerre. Il y a bien sûr, au Kosovo, des bandits, des criminels et des « mafieux », comme il y en a dans tous les pays du monde. Comme dans tous les pays du monde, ces bandits, ces criminels et ces « mafieux » ont de fortes relations avec les milieux politiques. Ce qui est particulier au Kosovo sous mandat international, c'est que l'on a permis à un tout petit cercle politico-mafieux, celui des Haliti, Thaçi, Muja et quelques autres, de mettre le territoire en coupe réglée. Pourquoi ? Comment ?

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] Il existe aussi, au Kosovo, une forte corruption. Mais l'on sait que les principaux corrompus, ceux qui ont touché le plus d'argent, avec la privatisation de l'aéroport de Pristina ou celle des mines, sont des « experts » internationaux, ceux qui étaient venus, grassement payés, pour construire « l'État de droit et une économie de marché fonctionnelle »... Le Kosovo occupe une place très particulière dans l'histoire des « missions internationales ». C'est, de très loin, le protectorat le plus coûteux de toute l'histoire des Nations unies, et l'histoire se poursuit, la tutelle onusienne ayant désormais été largement reprise par l'Union européenne, sans plus de résultats probants.

Pourquoi continue-t-on à dépenser de l'argent au Kosovo ? Qui a donc intérêt à la poursuite de cette invraisemblable « expérience de laboratoire » ?

La « méthode Péan » se révèle très dangereuse, parce qu'elle mêle tous les trafics, « banalisant » ainsi le trafic d'organes, au nom d'une thèse simple qui voudrait que « tous les combattants de l'UÇK », voire tous les Albanais, soient des criminels. Le trafic d'organes constitue un crime d'une

gravité particulière, qui nécessite une organisation solide. Ce trafic n'a impliqué qu'un petit groupe de cadres issus de l'UÇK – très proches du noyau dirigeant Haliti/Thaçi – et il n'a pu se développer qu'avec la complicité active des services secrets et, au moins, la complicité passive de certains services occidentaux.

C'est sur ces points que l'on aurait aimé que Pierre Péan fasse avancer l'enquête.

Pierre Péan a rencontré Arnaud Danjean et Pierre-Antoine Lorenzi, les deux agents de la DGSE qui « traitaient » Hashim Thaçi. Il apporte quelques éclairages de coulisses sur les négociations de Rambouillet (février 1999), et quelques éléments factuels sur la formation dont bénéficièrent des combattants de l'UÇK au Centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES) de Cercottes. Il démontre une fois de plus que les États-Unis voulaient l'échec des négociations de Rambouillet pour ouvrir la voie aux bombardements aériens, que les autorités françaises, divisées, ont fini par se rallier à cette perspective.

Il rappelle le cynisme de Bernard Kouchner, éclatant de rire quand on lui parle de l'éventuel trafic d'organes. En 2010, effectuant une visite « du souvenir » au Kosovo, il avait éclaté de rire en insultant un journaliste serbe qui avait « osé » lui poser une question sur l'hypothèse de ce trafic d'organes. Mais le livre de Pierre Péan ne va pas au-delà. Il ne permet en rien de mieux comprendre l'enchaînement des responsabilités ni surtout les écrasantes responsabilités occidentales dans le fiasco du Kosovo. Cette enquête reste encore à mener.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] Retrouvez sous l'onglet "Prolonger" notre dossier sur le Kosovo et les Balkans.

Pierre Péan, Kosovo. Une guerre juste pour créer un État mafieux, Paris, Fayard, 2013, 458 pages + annexes, 24 euros.

Carla del Ponte (avec Chuck Sudetic): La Traque. Les criminels de guerre et moi, traduit par Isabelle Taudière, Paris, Héroïse d'Ormesson, 648 pages, 2009.

[1] « Trafic d'organes au Kosovo, un scandale au cœur de l'Europe », première diffusion sur Canal+ le 5 mars 2012.

[2] Jean-Michel Méchain (avec Hervé Prudhon), Qui veut la peau du colonel ?, La Table Ronde, 2011.

[3] Lire J.-A. Dérens, « Au Kosovo, la "sale guerre" de l'UCK », Le Monde diplomatique, mars 2011.

Boîte noire

Jean-Arnault Dérens est rédacteur en chef du Courrier des Balkans. Il travaille en Europe du Sud-Est depuis une quinzaine d'années et a publié de nombreux ouvrages sur la région, dont *Le Piège du Kosovo* et, en collaboration avec Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans*. Le Courrier des Balkans est le premier site d'information francophone sur les Balkans. Créé en 1998, il regroupe aujourd'hui plus de 15000 articles sur la région. Jean-Arnault Dérens collabore régulièrement à Mediapart.